

L'accompagnement des migrants et des réfugiés dans l'Avallonnais, par Lucie Duchet et Sylvia Helena Lopes Pires

La commune de Vézelay compte environ 500 habitants et accueille “chaque année plus de 800 000 visiteurs”. C’est ce que l’on peut lire sur le site Internet du village qui n’oublie pas de notifier aux internautes ses quelques lieux “culturels” notables ainsi que son monument classé : la basilique. Le petit village touristique a même donné son nom à l’Opération Grand Site, un projet qui, depuis 2011, engage dix-huit communes voisines de Vézelay et le village de Vézelay lui-même vers l’amélioration des “conditions de protection, de réhabilitation et de gestion active du paysage”, mais aussi de l’accueil de “ses visiteurs”, tout cela en générant “un développement local durable et bénéficiant aux habitants”²⁶. Sur la première page du site “destination grand vézelien”, défilent ainsi les photos de six des dix-huit communes de l’opération Grand Site. Chacun des clichés offrent tantôt un paysage dit “naturel”, tantôt des monuments et des bâtiments qualifiés d’“historiques”. La “nature”, l’histoire mais aussi la “religion” sont autant de termes que l’on retrouve dans les descriptions des activités et des tours proposés pour découvrir la région. Ainsi, on peut dire que la préoccupation pour “l’accueil des visiteurs”, c’est-à-dire des touristes et des pèlerins, est bien au cœur des stratégies d’aménagement du territoire du Vézélien. L’Opération Grand Site ainsi que le vocabulaire employé dans les supports de communication dévoilent la volonté de faire de la région une “destination” attractive pour des personnes en “visite” qui seraient intéressées à la fois par la culture, la nature et l’histoire locale, tout en bénéficiant aux “habitants”. En d’autres termes, l’opération tente d’allier mobilité et enracinement. Mais qu’en est-il de cette autre catégorie, celle des étrangers parfois venus de loin, qui s’installent ou partent au bout de plusieurs mois et que l’on appelle communément “migrants” ? S’ils semblent s’éloigner du profil typique du touriste venu pour quelques jours, on peut se demander s’ils se rapprochent de celui de l’habitant dans le sens hégélien, c’est-à-dire celui qui investit un lieu tout en scandant son existence par rapport à ce même lieu, ou encore celui qui participe à l’échange économique, social et matrimonial présent sur le lieu, et, si c’est le cas, grâce à qui et dans quelles mesures parviennent-ils à habiter un lieu, à participer à cet échange. Tandis que leur mobilité active et s’inscrivant dans la durée diffère de la mobilité touristique et que leur histoire personnelle ainsi que leur situation matérielle et sociale les éloignent autant des habitants que des touristes, deux profils que semble prendre en compte l’opération grand site, nous souhaitons au cours de cet article nous pencher plus particulièrement sur la relation qu’entretiennent les migrants avec la société et les habitants du vézelien ainsi que l’accompagnement social et économique dont ils disposent.

Loin du champ lexical de l’aménagement touristique, notre étude aborde les mesures et les pratiques mises en place dans l’Avallonnais par les bénévoles et, dans une moindre mesure, par les politiques publiques, en ce qui concerne l’accueil et l’accompagnement des étrangers que l’on qualifie communément de “migrants” ou de “réfugiés” (Calabrese 2018), en nous intéressant aux expériences des bénévoles et des étrangers. Tout au long de notre travail, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure l’Avallonnais est-il une terre d’accueil pour les étrangers ? En quoi la réalité socio-historique particulière à la région joue-t-elle un rôle dans l’accueil et l’accompagnement des étrangers en situation régulière et irrégulière ? En quoi les difficultés que rencontrent les migrants et réfugiés sont à la fois particulières et semblables aux habitants de l’Avallonnais ? De quelle manière les associations locales et les

26 Voir sur : https://www.lyonne.fr/vezelay-89450/loisirs/comprendre-l-operation-grand-site-du-vezelien-en-3-minutes_12139119/ (Consulté le 23 août 2022).

bénévoles participent-ils activement à l'accompagnement des étrangers dans l'avallonnais dépassant largement l'intervention de l'Etat ?

Ainsi, dans une première partie, nous nous intéressons à l'accueil passé des « enfants de la DDASS » dans les familles icaunaises pour observer son lien avec les dynamiques actuelles d'accompagnement des migrants. Ensuite, nous nous pencherons sur la situation associative de la région étudiée, la communication entre les différentes associations ainsi que les stratégies organisationnelles mises en place par les associations et les bénévoles individuellement pour venir en aide aux migrants en situation régulière et irrégulière. Enfin, dans une dernière partie, nous nous intéresserons plus particulièrement à la place sociale et économique qu'occupe les migrants et les réfugiés sur le territoire avallonnais et les enjeux de mobilités qu'elle soulève.

Notre enquête ethnographique est issue de l'étude collective organisée par l'EHESS du 13 au 24 juin 2022 dans le Vézélien. En ce qui nous concerne, nous avons pu observer et participer à différents événements en lien avec notre sujet d'étude, à savoir la préparation du vide grenier de Vézelay chez Michel et Anne où nous avons rencontré Elise et Evelyne, le vide grenier de Vézelay, où nous avons tenu le stand de RASM aux côtés de Anne, Michel, Jean-Pierre et Nadine, la permanence d'accueil dans les locaux du Secours Catholique avec Anne, Jean-Pierre, Nadine et Elianna, le baptême républicain de Mamadou suivi d'une petite réception chez Simone et Marc, et enfin l'ouverture de l'entrepôt où l'association Kiev Avallon stocke les objets issus des dons avec la présence des bénévoles de l'association. Pour faire état de nos observations, chaque jour, nous avons à la fois écrit nos notes dans notre carnet de terrain et enregistré nos remarques afin de faciliter leur transcription ultérieure. De plus, nous avons pris des photos et des vidéos des événements auxquels nous étions conviés. Nos rencontres avec les acteurs et les actrices de notre enquête se sont organisées de telle sorte que l'un de nos interlocuteurs nous transmettait les coordonnées d'un autre interlocuteur et ainsi de suite. Seuls les contacts auprès des structures publiques ont été pris via des appels téléphoniques et des mails. De cette manière, nous avons pu rencontrer aussi bien les bénévoles les plus médiatisés, ceux à l'origine de la création d'associations que les bénévoles plus ponctuels ainsi que les étrangers eux-mêmes. Lors de nos rencontres, dans les maisons des interlocuteurs ou sur les lieux associatifs, nous avons organisé des entretiens semi-directifs (préparation préalable d'un guide d'entretien) que nous avons enregistrés mais aussi des entretiens ou discussions informelles. Dans un deuxième temps, l'analyse des données ethnographiques a été facilitée par l'indexation des données du journal de terrain et des entretiens. En parallèle, nous avons effectué une revue de la littérature scientifique en ce qui concerne l'histoire des familles d'accueil de la région, l'ethnographie des associations, l'anthropologie du don et des échanges et la néolibéralisation de l'appareil d'État. Nous avons également consulté des sites web, des chaînes youtube et des articles de presse²⁷ sur les questions abordées.

Les migrants dans l'avallonnais, une réalité contemporaine inscrite dans une histoire locale

L'histoire des enfants de la DDASS accueillis dans la région

27 Ces moyens de communication étaient importants pour la préparation et le développement du terrain car il y a un manque de données scientifiques sur les besoins de la région. Grâce aux chaînes YouTube, nous avons pu visionner des documentaires sur les références culturelles qui attirent les visiteurs et les habitants de la région, ainsi que des presses quotidiennes et des sites officiels du département, consultés afin de rassembler certaines questions locales telles que l'accueil des réfugiés, l'implication des associations dans cette problématique, et la question de la mobilité géographique locale.

A notre arrivée à Vézelay, lors de la première rencontre avec les habitants, à savoir quelques maires, agriculteurs, retraités parisiens originaires de l'Yonne, et, plus généralement toutes les personnes désireuses de nous apporter leur aide, certains ont évoqué la "tradition d'accueil" de l'Yonne, en faisant directement référence aux « enfants de la DDASS » venus de la région ou de Paris que le département accueillait encore massivement il y a quelques dizaines d'années. Ce passé local, selon certains habitants, justifierait le caractère encore "cosmopolite" du Vézélien ainsi que l'esprit d'accueil des icaunais. Parce qu'ils seraient familiers à ces "enfants étrangers" (Chalandre 2017), parce que ces derniers vivaient dans les familles nucléaires de la région et que, devenus adultes, beaucoup y sont restés, les habitants du Vézélien n'auraient pas de mal à accueillir les étrangers en général. Qu'il s'agisse ici d'un réel moteur philanthropique ou de la justification d'un présent fantasmé, ce parallèle socio-historique interpelle sur l'histoire locale qui implique réellement une dynamique d'accueil bien particulière et dont les procédures peuvent être considérées au regard de la situation contemporaine de l'accueil des étrangers.

Fig.1- Photos de la préparation du vide grenier et de la tenue du stand RASM



Emmanuelle Jouet affirme que le Morvan, massif montagneux qui occupe une partie des quatre départements de la Bourgogne, possède une « économie du marché infantile » bien implantée et ce depuis le XIXe siècle. En effet, Martine Chalandre, présidente de l'association des amis de la maison des enfants de l'Assistance publique et des nourrices, écrit que dès le milieu du XIXe siècle, les nourrissons de la riche bourgeoisie étaient envoyés dans des familles nourricières paysannes morvandelles. Ce mouvement déclina toutefois au moment de la Première Guerre mondiale. De plus, l'ethnologue Anne Cadoret (1989) remarque qu'en 1906, « parmi les 53 232 enfants assistés de Paris, 21 851 étaient envoyés dans les départements du Morvan - la Côte d'Or, la Nièvre, la Saône et Loire, et l'Yonne ». La région a continué à accueillir beaucoup d'enfants dits « de l'assistance » ou « de la « DDASS » jusqu'à dans les années 60, époque à laquelle l'aide sociale à l'enfance a changé de politique, encourageant les familles à garder les enfants grâce à des aides psychologiques et financières. Dans ses travaux anthropologiques, Anne Cadoret s'est plus particulièrement intéressée à la généalogie d'une famille morvandelle ayant accueilli des enfants de l'assistance. Elle s'interroge notamment sur la place accordée aux enfants accueillis, à l'identité que les familles nourricières leur donnent ainsi qu'aux particularités de ces familles et au système de parenté complexe qu'elles présentent. Aussi, elle remarque que les enfants de l'assistance qui vivent pendant plusieurs années dans les familles – qui se distinguent des enfants dits « de passage » – qu'ils subissent des mauvais traitements liés à l'exploitation paysanne ou qu'ils reçoivent une éducation convenable, ont tendance à tisser des liens affectifs avec les parents d'accueils et les frères et sœurs de lait ainsi qu'à rester vivre dans la région à l'âge adulte. Lorsque l'on consulte la littérature au sujet de l'accueil des enfants de l'assistance dans le Morvan, les témoignages de ces mêmes anciens enfants à propos des liens affectifs vis-à-vis de la famille et du lieu d'accueil ne manquent pas.

Ces relations particulières peuvent être expliquées par la place que les enfants occupent dans une famille souvent déjà étendue (Cadoret 1989) et la manière dont ils sont accueillis. Anne Cadoret explique que l'accueil des enfants a lieu après que les enfants dits « de famille » aient quitté le domicile ou quand ceux-ci sont plus âgés. Malgré la différence d'âge, les enfants de l'assistance qui sont « élevés dans le Morvan » considèrent les enfants de famille comme leurs frères et sœurs et les adultes qui les accueillent comme leurs parents. Qu'ils les appellent ou non « papa » et « maman », c'est eux qui les nourrissent, qui leur achètent parfois des vêtements, qui leur transmettent des savoirs faire, et, qui, quelquefois, après le certificat d'étude les emploient. Danielle, une ancienne enfant de l'assistance avec laquelle nous nous sommes entretenues, a vécu avec sa mère à Chablis, avant d'être envoyée en famille nourricière à Vézelay. Elle vit à présent à Auxerre. Elle confie qu'elle n'appelait pas la femme qui l'a « élevée » « maman » car elle avait une mère biologique. Et pourtant, elle témoigne : « *Sa patience et son amour ont fait de nous des personnes fortes. Je suis contente d'être qui je suis parce que c'est grâce à elle* ». De plus, elle raconte qu'elle a encore des liens avec la fille de la femme qui l'a accueilli, plus qu'avec certains de ses frères et sœurs. Comme Martine, d'autres témoignages insistent sur la figure aimante de la femme qui les accueillis. Ainsi, on peut considérer que les enfants de l'assistance intégraient des familles la plupart du temps déjà étendues et développaient des liens avec le lieu et les habitants du village d'accueil qui duraient dans le temps.

Les enfants dans les dynamiques contemporaines d'accueil des migrants

Aujourd'hui, l'aide et l'accueil des mineurs occupent une place importante dans les dynamiques et les initiatives solidaires avallonnaises vis-à-vis des migrants. Elise, une dame ayant un peu plus de 60 ans qui habite à Givry, professeur de SES à la retraite et bénévole dans l'association RASM nous a confié son cheminement associatif, fait de rencontres, de recherche d'engagements, de pauses et de déménagements. C'est la correspondance avec un jeune afghan

dans le cadre associatif et qui avait pour objectif de permettre au jeune homme de pratiquer et d'améliorer son français, et notamment son récit migratoire tragique et le long chemin qu'il a dû parcourir pour arriver en France qui, dit-elle, l'a beaucoup « touchée » et poussée à s'engager dans l'accueil des migrants étrangers en tant que professeur de Français langue étrangère.

En ce qui concerne Nadine, c'est la rencontre fortuite un soir d'hiver avec Kader, un jeune ivoirien, qui l'a poussée à s'engager pour l'accueil des migrants dans l'avallonnais. « Moi j'ai bien vu que c'était un gamin » nous a-t-elle alors précisé, un gamin qui avait alors seize ans. Ne sachant quel établissement public ou associatif appeler, elle l'a hébergé et nourri pendant quelques jours. Elle se tourne ensuite vers Anne dont elle savait qu'elle travaillait déjà avec les migrants de l'avallonnais. Le jeune homme est alors pris en charge par la sous-préfecture mais, très vite, considéré comme majeur²⁸, il est mis à la porte et retourne voir Nadine qui l'héberge encore quelques jours avant qu'il ne parte pour Paris. Aujourd'hui, elle est toujours en contact avec lui, et il devrait lui rendre visite dans les prochains mois. De plus, elle travaille désormais aux côtés de Anne dans l'association RASM Avallon et continue d'accueillir dans sa grande maison à Avallon des étrangers aidés par l'association, en majorité des enfants et des adolescents.

Enfin, Jeanne nous a raconté sa rencontre en 1991 avec Léna, une jeune ukrainienne de 11 ans. Après la catastrophe de Tchernobyl, Jeanne et son mari ont accueilli durant un été un enfant ukrainien dans le cadre d'une mission de l'association « Les Enfants de Tchernobyl ». Finalement, jusqu'à sa vingtaine, Léna est revenue chaque été dans le village d'Island. Aujourd'hui, Jeanne et d'autres anciennes familles d'accueil ont créé l'association Kiev Avallon qui vient en aide aux ukrainiens fuyant la guerre, dont les anciens enfants de Tchernobyl accueillis dans la région, à présent devenus adultes et parents.

Ainsi, dans les récits de plusieurs bénévoles, on remarque que c'est la rencontre fortuite ou organisée avec un mineur étranger en difficulté qui entraîne soit le début d'un engagement dans l'accueil des migrants, soit la volonté d'aller plus en avant dans cet investissement et la nécessité de tisser des liens avec les associations locales existantes. Dans tous les cas, cette rencontre joue un rôle décisif dans le parcours d'engagement des personnes rencontrées et peut être qualifiée de « grand événement » à l'échelle biographique, selon l'expression de la sociologue Michèle Leclerc-Olive²⁹. De plus, de manière générale, les récits des bénévoles, en plus de raconter la ou les rencontres, sont imprégnés d'émotions d'autant plus visibles dans l'évocation des récits de vie des adolescents migrants qui ne sont que des « gamins ». L'élan solidaire peut donc être déclenché par la rencontre avec l'expérience de la migration cristallisée dans les récits migratoires que les jeunes migrants font eux-mêmes. Ce sont bien la rencontre avec un individu et avec des récits qui interpellent, choquent, et, finalement poussent à aider cet enfant, ou les autres enfants et adultes, en s'engageant de manière pérenne.

Cet élan individuel et solidaire qui peut être déclenché par la rencontre marquante émotionnellement avec un jeune étranger s'inscrit dans une dynamique qui fait écho à la « tradition d'accueil de la région » évoquée par les habitants et à l'histoire du Morvan décrite plus haut. Si Elise s'investit dans les cours de français et la préparation du vide grenier, Nadine, quant à elle, consciente de l'histoire des familles nourricières et des enfants de l'assistance dans l'Yonne, accueille et héberge chez elle des mineurs étrangers. L'engagement singulier auprès

28 Les migrants mineurs bénéficient d'un logement de la part de la préfecture tandis que les majeurs doivent contacter le 115.

29 Michèle Leclerc-Olive écrit : « On peut en effet en général distinguer des “petits événements”, dont la narration n'est pas indispensable à la compréhension du parcours biographique dans son ensemble et des « grands événements » dont l'omission rend l'histoire en partie énigmatique. Ce sont ces « grands événements » qui constituent l'armature narrative des récits que nous recueillons, ceux-là même qui ont été les moments d'une bifurcation ou d'un changement important dans la “manière de vivre et de dire” sa vie.

des étrangers dans l'association RASM de Nadine est à mettre en lien avec son histoire personnelle, marquée par un grand investissement auprès des enfants. Ancienne institutrice, elle dit "adorer les petits". Une fois proche de la retraite, elle a ensuite cherché à s'investir dans une association qui vient en aide aux enfants, avant de rencontrer Kader et de s'engager chez RASM. Après lui, elle a hébergé pendant plusieurs mois Zahara, une jeune femme de 16 ans venue de côte d'Ivoire ainsi que son fils en bas âge. Au tout début, elle gardait l'enfant pour soulager Zahara tandis que celle-ci faisait des courses. Et puis la jeune fille a fini par vivre chez elle, tandis que Nadine lui apprenait à écrire. Aujourd'hui, elle continue à garder le bébé d'une autre jeune femme migrante et ouvre sa porte au fils d'une famille d'ukrainiens vivant dans un village avallonnais lorsqu'il sort du collège d'Avallon. Accueillir les enfants dans la maison, sans les parents, ou les adolescents isolés n'est pas propre à Nadine. Nous avons pu rencontrer Anne, une autre bénévole de l'association RASM, qui accueille chez elle, certains après-midis, les enfants de la famille qui a immigré à Vézelay. "C'est eux qui viennent quand ils veulent !", nous a-t-elle confié. Aussi, on remarque que, comme dans le cas des enfants de l'assistance, pour ces deux bénévoles, la maison reste le lieu privilégié de l'accueil des enfants migrants. D'autre part, de la même manière qu'Anne Cadoret soulignait la double présence dans les foyers d'accueil des enfants dit de « passage » et des enfants qui restent plus longtemps et qui, plus tard, se marient et travaillent dans la région, certains enfants étrangers viennent occasionnellement chez les bénévoles quand d'autres y vivent pendant plusieurs jours, plusieurs mois, y retournent, jouent un rôle dans le parcours associatif des individus et finissent par lier des liens affectifs forts avec les parents, les enfants de ces derniers, ainsi que le lieu habité par la famille. Comme c'était le cas pour les enfants de l'assistance, plus l'enfant fréquente la maison ainsi que ceux et celles qui y habitent, plus le lien émotionnel devient fort.

En ce qui concerne les enfants étrangers, l'urgence de la situation et la nature de l'aide apportée sont d'autres facteurs qui peuvent approfondir les rapports entre les aidants et les accueillis qui s'inscrivent parfois dans une logique familiale. C'est le cas de Sékou, un jeune homme de 20 ans qui, à la manière de Kader, a fait la rencontre fortuite d'une jeune femme qui l'a hébergé chez ses parents quelques jours. La famille D, soutenue par l'association RASM, l'a ensuite aidé dans ses difficultés à prouver sa minorité tout en continuant à l'héberger. Aujourd'hui, Sékou considère les enfants de la famille chez laquelle il vit comme ses frères et sœurs et les parents comme ses parents. Ceux-ci souhaitent même l'adopter. On retrouve un rapport qui évoque le schéma familial dans le témoignage de Jeanne qui parle de « sa Léna » qu'elle dit considérer comme « sa fille ». Aujourd'hui, Léna vit chez Jeanne et son mari avec ses deux enfants en attendant la fin de la guerre en Ukraine. La place qu'occupent ces enfants qui grandissent et que l'on continue à aider, rappelle celle qu'occupaient les enfants de l'assistance et qu'a décrit Anne Cadoret. Aujourd'hui, néanmoins, l'accueil des enfants et adolescents migrants ne se joue plus sur le plan à la fois institutionnel, économique, et, quelquefois affectif, mais sur le plan individuel et affectif seulement, c'est-à-dire selon les profils individuels des hôtes qui ne sont plus des familles payées par la DDASS, et ceux des accueillis, qui sont parfois presque majeurs.

À la vue du rôle important que jouent les individus dans l'accueil des étrangers dans le Vézélien, il nous a semblé nécessaire de nous intéresser plus particulièrement aux processus d'engagement individuels et de nous poser cette question : quels sont les différents facteurs susceptibles d'expliquer la nature de leurs engagements vis-à-vis de l'accueil et de l'accompagnement des migrants ?

Qui sont les bénévoles ?

L'analyse de certaines particularités biographiques apporte des éclaircissements sur la nature de l'engagement associatif vis-à-vis des migrants. Ci-dessous, nous allons présenter quelques profils des personnes que nous avons rencontrées.

Thierry est un architecte à la retraite de 69 ans. Il est issu d'une famille aisée³⁰ du Vézélien, région dans laquelle il a passé ses vacances étant enfant, avant de commencer ses études d'architecture à Paris. En 2016, après avoir acheté une vieille maison à rénover, il est venu habiter définitivement dans le village de son enfance avec son épouse. Déjà engagé dans l'association Vivre Island, se rendant régulièrement à Paris, il nous confie aider financièrement des associations comme Kiev Avallon¹⁷ et la Croix-Rouge : « [...] On a donné au début [aide financière] parce que c'est qu'on pouvait faire de mieux. Nous sommes âgés, fatigués, on bouge beaucoup, on a plein de choses à faire, donc on aide avec de l'argent. Nous avons donné 1 000 euros à la Croix-Rouge au début. Depuis février, on donne 100 € par mois. » D'autre part, ils hébergent des personnes en cas de besoin, comme après le déclenchement de la guerre en Ukraine : « En fait, c'est Jeanne [Jeanne, maire d'Island] qui s'occupe de tout ça. Et quand il y a des problèmes, quand les gens doivent avoir un logement et qu'il n'est pas prêt, elle me téléphone en disant : “ Est ce que tu pourrais ? ” ” Eh bien oui, on peut ” ». Parallèlement, Thierry a participé au baptême républicain de Sékou. Il nous informe également avoir fondé l'association Vivre Island qui a pour mission d'organiser des visites dans les lieux où se croisent des histoires concernant le patrimoine du village. Lors du baptême républicain, il a proposé à Sékou de lui faire visiter son village d'accueil.

Nadine, dont nous avons déjà pu évoquer l'histoire personnelle, est une institutrice retraitée depuis neuf ans et militante chez RASM. Célibataire, elle a adopté il y a plus de vingt ans un enfant roumain lorsqu'il avait deux ans³¹. Sa première expérience dans l'accueil et l'accompagnement des réfugiés date des événements de la guerre de Bosnie (1996). Elle s'était alors rapprochée d'une association aidant les réfugiés et avait sympathisé avec une famille bosniaque dont les enfants, traumatisés par la guerre, dormait chez elle quelque fois : « [...] ils [les enfants de la famille bosniaque] dormaient dans mon lit parfois, haha, c'était comme ça ! ». Mais c'est depuis sa rencontre avec Kader tandis qu'elle était à la retraite qu'elle s'est engagée de manière plus marquée dans l'accueil et l'accompagnement des migrants. Nous avons déjà pu évoquer la suite de ses engagements qui sont principalement tournés du côté des mères, des enfants et des adolescents.

Jeanne, quant à elle, maire du village dans lequel vit Thierry, a exercé dans la formation puis a pris sa retraite : « J'ai travaillé dans le domaine de la formation pour adulte, au GRETA d'Avallon, pendant plus de vingt-ans ». Aujourd'hui retraitée, elle a créé l'association Kiev-Avallon qui vient en aide aux réfugiés ukrainiens.

Enfin, Jean-Pierre, septuagénaire retraité et divorcé, est bénévole actif chez RASM. Après avoir fait carrière chez IBM, il s'est engagé à sa retraite dans l'accueil et l'accompagnement des migrants en situation irrégulière à Nice. Ensuite, il est revenu dans sa région d'origine, l'Avallonnais et vit à Avallon depuis sa retraite pour se consacrer notamment aux migrants sans-papiers³² à la RASM. Il explique son engagement par le fait qu'il est “très à gauche” et qu'une fois à la retraite, il avait envie de “se consacrer aux autres”.

30 Son grand-père était un écrivain et une personnalité publique ayant inventé le terme « guerre d'Algérie ».

31 « Le conseil départemental de Marseille m'a répondu en disant qu'il avait un enfant de deux ans attendant une famille. L'enfant avait un problème à la jambe, rien de grave. J'ai fait les démarches pour que l'enfant puisse venir de Roumanie en France » (entretien avec Nadine).

32 « La catégorie sans-papiers constitue le pendant de la première, et fonctionne en miroir, le migrant nommé ainsi ne peut prétendre à aucun droit, car l'administration n'a pas reconnu sa situation comme relevant du droit

A travers ces profils, nous pouvons voir que la retraite peut fournir une situation socio-économique favorable au travail bénévole. « Quand j'ai pris ma retraite, je voulais faire un travail humanitaire dans une ONG. (...) Et j'avais plein de contacts avec plusieurs associations. » (Entretien avec Nadine). Après une carrière stable, grâce à une pension de retraite non précaire, les individus ne sont plus obligés de travailler, et, tandis que certains choisissent de profiter de cette situation pour poursuivre leurs engagements de manière plus marquée, d'autres choisissent de changer radicalement de projet de vie. A cet égard, le sociologue Stangherlin (2006) a mené une enquête sur des groupes de bénévoles et d'activistes. Selon lui, un niveau d'éducation élevé et une catégorie socio-économique favorable, qui permettent l'obtention d'un capital culturel et économique élevé, favorisent l'engagement associatif. D'autres études réalisées par Sundeen/Raskoff (1994), McPherson/Rotolo (1996), Inglehart (1977, 1997, 1988) et Héran (1988) soutiennent qu'il est probable que les personnes qui possèdent davantage de ressources culturelles soient plus conscientes et plus empathiques à l'égard des problèmes sociaux liés aux besoins fondamentaux. Ainsi, les sociologues relèvent des profils qui ressemblent à ceux mentionnés plus haut, marqués par un capital culturel conséquent avec un niveau d'éducation important ou des professions qui valorisent ce type de ressources, comme l'enseignement, parfois accompagné d'un capital économique relativement fort. De plus, la retraite marque un temps durant lequel les enfants ne sont plus à charge. Même lorsque les personnes ne sont pas à la retraite, celles-ci n'ont plus d'enfants à charge, facilitant le fait de pouvoir, comme le disait Jean-Pierre, « se consacrer aux autres ». Ainsi, de la même manière que les familles d'accueil avant les années 70 désignaient le plus souvent une famille étendue dans laquelle la femme qui n'avait pas ou plus d'enfant s'occupait des enfants de l'assistance, aujourd'hui, les personnes qui hébergent ou accueillent régulièrement des étrangers dans leurs maisons, à l'exception de Jean-Pierre, sont des femmes ou des couples, à la retraite ou en fin de carrière, et qui ne doivent plus s'occuper de l'éducation de leurs propres enfants. Plus disponibles aux rencontres fortuites, ils prennent le temps de tisser une relation émotionnelle forte avec les migrants et réfugiés, voire cherchent à s'instruire auprès d'associations, ou comme c'est le cas d'Anne, Michel et Jeanne, créent des associations.

Ainsi, au vu de la trajectoire des bénévoles, nous pouvons dire que l'engagement auprès des migrants et réfugiés peut être associé à un engagement émotionnel, un engagement politique, tous fondés sur l'empathie (Martin 2020). Néanmoins, si l'aide vis-à-vis des étrangers migrants dans le Vézélien est fortement liée à l'histoire des individus, et plus particulièrement à ce que Stangherlin nomme les « ressources biographiques », on remarque que son organisation nécessite toutefois la création de liens entre plusieurs acteurs, privés et publics, individuels et collectifs.

Agir dans l'urgence de manière pérenne ; la réalité associative de l'avallonnais

Un long parcours d'apprentissage : quand des particuliers s'organisent pour venir en aide aux étrangers

Comment vient-on en aide aux migrants ? D'abord, après une rencontre avec un jeune étranger en situation irrégulière, les aidants qui n'ont pas d'expérience dans le domaine ou seulement très peu contactent une ou plusieurs personnes ou associations dont ils savent qu'elles disposent des connaissances et des réseaux nécessaires pour les conseiller et les diriger. Après sa rencontre avec Kader, Nadine a appelé « Anne et d'autres personnes, des personnes qui connaissaient un peu ». Anne est une ancienne conseillère municipale de Vézelay qui habite

humanitaire » (Bmessous et Roche, 2018). Depuis un mois et demi, Jean-Pierre héberge une femme biélorusse (Irène, 39 ans) qui habitait à Kiev avant le début de la guerre en 2022.

dans le village depuis le milieu des années 70. En 2019, alors qu'elle est adhérente et bénévole dans l'association RASM 89 qui vient en aide aux migrants en situation précaire et irrégulière, elle crée l'association RASM. Les deux associations effectuent les mêmes missions, à savoir l'accompagnement social et économique des personnes migrantes, en particulier celles qui sont en situation irrégulière. Mais tandis que RASM 89 agit sur l'ensemble du territoire icaunais, RASM est localisée à Avallon où se trouve l'association qui est chargée de vérifier la minorité des étrangers en situation irrégulière qui se déclarent tel quel. Anne et son mari Michel sont connus au village pour mener des actions engagées à gauche et vis-à-vis de l'accompagnement des étrangers en situation irrégulière. A cet égard, ils sont régulièrement appelés en cas de doute, et, plus généralement, lorsque les personnes sont au début de leur engagement. C'est le cas de la famille D, qui, après leur rencontre avec Sékou, a d'abord appelé RASM 89 qui leur a alors conseillé d'appeler Anne. C'est avec elle que le couple D a organisé un « groupe d'accompagnement autour de Sékou » afin qu'il puisse étudier en France et avoir les papiers nécessaires.

En ce qui concerne l'aide aux ukrainiens fuyant la guerre, la situation en Ukraine a poussé des personnes de la région à s'investir pour la première fois dans l'accueil et l'accompagnement des réfugiés. La paroisse orthodoxe de Vézelay, par exemple, s'est particulièrement impliquée dans l'aide aux ukrainiens vivant dans l'avallonnais. De plus, l'accueil relativement bienveillant de la population et des pouvoirs publics ainsi que le statut particulier des réfugiés ukrainiens leur permettant de travailler dans les mois qui suivent leur arrivée a renforcé le caractère inédit de la situation au regard de celles décrites par les membres de l'association RASM, et, par conséquent, a donné lieu à un accompagnement social et matériel bien spécifique. Certains paroissiens de l'église orthodoxe ont organisé des collectes d'objets et de vêtements selon les besoins spécifiques de la population ukrainienne, eux-mêmes notifiés par Iryna, une avallonnaise ukrainienne directement en contact avec les réfugiés fuyant la guerre. Dès les premiers mois, Iryna a accueilli chez elle et dans les maisons qu'elle faisait louer habituellement plusieurs réfugiés ukrainiens. Parce qu'elle semble être au plus près des réfugiés qui fuient la guerre entre l'Ukraine et la Russie, elle est devenue, ces derniers mois, une des interlocutrices privilégiées en ce qui concerne l'accompagnement social, administratif et économique des ukrainiens.

Si, tout d'abord, contacter des personnes ou des associations qui possèdent les connaissances et l'expérience adéquate s'avère nécessaire pour prendre les meilleures décisions et être le plus efficace possible, dans un deuxième temps, les individus se retrouvent contraints d'adopter, petit à petit, ces mêmes connaissances, ce même vocabulaire. Lorsque nous avons rencontré Anne pour un entretien, celle-ci nous a d'abord énoncé, dans une même phrase, plusieurs acronymes d'établissements spécialisés dans l'hébergement et l'accompagnement des migrants en situation précaire. Si elle connaît parfaitement la signification de chacun de ces acronymes, leur spécificité, la manière de les contacter et le détail de leur mission, ce n'est pas le cas de Jeanne, créatrice de l'association Kiev-Avallon.

Lors de notre entretien avec Jeanne, nous avons été interrompues par un appel de Coallia, une association qui héberge et accompagne les populations précaires partout en France et qui dispose d'une antenne à Avallon. L'interlocutrice de Coallia la contactait en ce qui concerne les détails des conditions nécessaires pour l'obtention du droit à la CAF des étrangers régularisés européens et non européen. Durant l'appel, Jeanne a plusieurs fois énuméré les différents documents que les réfugiés doivent présenter pour disposer de ce droit, eux-mêmes notifiés par son interlocutrice, tout en notant chacune de ces informations sur un bout de papier, avant de poser une dernière question en ce qui concerne le droit aux APL. Tout au long de l'appel, nous

avons pu remarquer que les questions de Jeanne concernaient autant les documents que doivent présenter les réfugiés que les démarches que doit faire l'association vis-à-vis des organismes publics. Jeanne nous confie que ces appels sont fréquents et chronophages bien que nécessaires à l'accompagnement des réfugiés. Elle a appris et continue d'apprendre de nombreuses spécificités en ce qui concerne l'aide sociale aux réfugiés tout comme Iryna, qui, bien qu'étant une actrice de terrain essentielle, affirme que jusqu'aux événements de la guerre en Ukraine, elle ne connaissait pas les hébergements où peuvent être logés les réfugiés, à savoir Coallia, et Domanys. « J'apprends » dit-elle sans pour autant nous préciser les détails de cet apprentissage. Ainsi, Iryna et Jeanne, toutes deux relativement éloignées professionnellement de l'aide sociale aux migrants et aux réfugiés mais personnellement motivées par leur proximité vis-à-vis du peuple ukrainien, ont dû apprendre et adopter dans l'urgence les connaissances et les compétences nécessaires à l'accueil et à l'accompagnement de celui-ci sur le territoire français. Tout comme la famille D. vis-à-vis de Sékou, Nadine vis-à-vis de Kader ou encore les paroissiens de l'église orthodoxe vis-à-vis des ukrainiens dans l'avallonnais, l'apprentissage s'effectue toujours dans un contexte d'urgence avec des situations qui sont parfois extrêmement complexes³³. « On agit toujours dans l'urgence, toujours » déclarait Jeanne. L'association Kiev Avallon elle-même a été créée « dans l'urgence ». Au départ, Jeanne et les anciennes familles qui avaient accueilli les enfants de Tchernobyl s'étaient regroupées pour partager leurs inquiétudes concernant les conditions de vie des anciens enfants qu'ils avaient connus. « Et puis on s'est demandé "qu'est-ce qu'on peut faire pour aider ?" " A part faire une association je vois pas trop ce qu'on peut faire ». Ainsi, début mars, ils appellent la mairie d'Avallon pour leur demander si une association qui vient en aide à l'Ukraine et aux ukrainiens fuyant la guerre existe dans le sud du département. « La mairie d'Avallon nous a dit, si vous faites une association, ça nous arrangerait beaucoup parce qu'on a déjà des entreprises qui veulent faire des dons en argent et en tant que mairie, on peut pas recevoir ces dons, donc il nous faut une structure complètement indépendante. Et bah donc deux heures après on avait créé l'association. »

S'ensuivent différentes démarches, à la fois sur le plan administratif, pour que l'association puisse accueillir les dons et être reconnue par l'Etat et celui de la communication, afin de se faire connaître auprès de la population avallonnaise. En trois jours, les membres de l'association dessinent le logo, impriment des prospectus qu'ils distribuent au marché d'Avallon, cousent une nappe aux couleurs de l'Ukraine, ouvrent un compte en banque, se partagent les fonctions au sein de Kiev-Avallon selon les compétences et les profils professionnels de chacun et chacune. Aujourd'hui encore, l'association fonctionne avec les dons qui proviennent des connaissances des bénévoles qui permettent de meubler les appartements des ukrainiens mais aussi selon les moyens personnels des bénévoles. Jeanne explique : « Mais il faut avoir un camion (pour transporter les meubles). Donc dans les personnes de l'association, il y en a un qui est menuisier donc qui a un petit camion, ce matin ils ont livré une armoire dans un village à Tarreau, c'est comme ça tout le temps. » La distribution et l'installation des meubles s'effectue grâce à la camionnette d'un ancien menuisier à la retraite et grâce aux connaissances techniques de ce dernier ainsi que du mari de Jeanne, ancien ébéniste à la retraite. Ces connaissances techniques sont mises à profit lors de la restauration de certains mobiliers donnés. Ainsi, dès la création de l'association et encore aujourd'hui, Jeanne, son mari et les autres membres de l'association s'organisent en fonction de leurs capacités acquises dans la sphère professionnelle ou domestique ainsi que selon les moyens personnels dont ils disposent, ici une camionnette. Encore une fois, on remarque que les ressources biographiques pensées par le

33 Kader qui se retrouve à la rue et Nadine qui cherche une solution pour qu'il soit logé, Sékou qui est incarcéré dans un centre de rétention et Marc D qui vient le chercher et essaye de trouver des solutions pour qu'on le laisse partir, les M qui organisent des collectes pour les familles d'ukrainiens qui n'ont aucun bien matériels...

sociologue Stangherlin comme jouant un rôle important dans la nature de l'aide apportée, ici, l'expérience vécue et, plus particulièrement l'expérience professionnelle, permettent l'accompagnement social et matériel des populations précaires par des individus loin des structures étatiques.

Les enjeux d'une communication complexe entre les différentes associations, personnalités et institutions de l'Etat

Sur le territoire de l'avallonnais, on peut constater la présence de plusieurs associations ou regroupements d'individus qui, tous, agissent en faveur de l'accueil et de l'accompagnement social et économique des étrangers en situation précaire. D'abord, on peut citer nos premiers interlocuteurs, c'est-à-dire les associations ou les regroupements d'individus qui sont nommés dans l'espace public et connus des habitants de l'Avallonnais. Il s'agit de RASM qui a pour mission de venir en aide aux étrangers en situation irrégulière souvent la cible d'Obligation de quitter le territoire français, mais aussi de Kiev-Avallon, la nouvelle association qui vient en aide aux ukrainiens du territoire avallonnais, et enfin, dans une moindre mesure, de l'église orthodoxe, qui collecte des dons et partage des événements religieux avec certains ukrainiens. Ces premières rencontres nous ont amenées, dans un deuxième temps, à nous intéresser plus particulièrement à certains bénévoles et paroissiens et, enfin, dans un dernier temps, à rencontrer certains acteurs de terrain eux-mêmes mentionnés à la fois par les bénévoles actifs et les paroissiens. Ces derniers, bien qu'ils ne fassent pas partie d'association, sont directement en lien avec un ou plusieurs migrants mais aussi avec plusieurs bénévoles et associations. C'est le cas, par exemple, d'Iryna, qui a fait venir plusieurs ukrainiens jusqu'ici ou de la famille D qui a fait la rencontre de Sékou. Les bénévoles eux-mêmes développent, au gré de leur rencontre avec les étrangers et d'autres aidants, des réseaux d'entraide entre particuliers. A côté de ces réseaux, on peut mentionner les associations qui aident de manière générale les populations précaires et qui, par conséquent, se retrouvent à venir en aide aux étrangers qui sont dans des situations économiques difficiles. C'est le cas de la Croix Rouge, des Resto du Cœur ou du Secours populaire d'Avallon. Au vu de ces différentes associations mais aussi de ces réseaux individuels, on peut s'interroger : comment ces instances communiquent-elles entre elles, avec les bénéficiaires et les habitants ?

Lorsque nous avons rencontré le président et la vice-présidente de l'antenne de la Croix Rouge d'Avallon et que nous les avons questionnés quant à leurs relations avec les associations qui viennent en aide aux migrants ou, de manière générale, aux personnes précaires, ceux-ci nous ont répondu : « on n'a pas de relations franches avec elles, on leur envoie les gens, c'est tout mais ça s'arrête là. » Ils « envoient », c'est-à-dire guident les personnes étrangères en situation précaire vers RASM et vers d'autres organismes qui font des distributions alimentaires dans la semaine. RASM, de la même manière, se contente d'indiquer aux personnes l'existence des distributions alimentaires.

En ce qui concerne la présence de RASM dans le territoire, on remarque que Anne, et, dans une moindre mesure Michel, les deux bénévoles créateurs de l'association, sont souvent cités par les habitants du Vézélien en ce qui concerne l'accueil des migrants dans la région, bien plus que l'association elle-même. Tous les deux ont marqué les esprits des habitants à l'occasion de plusieurs événements en lien avec l'accueil des migrants comme, notamment l'appel de Vézelay³⁴. Ils sont plus connus des habitants que leur association, pourtant la seule à venir en

34 L'appel de Vézelay, qui date d'août 2019, a été lancé par Anne et Michel B et a été signé par d'autres personnalités de Vézelay et des habitants. Il appelle tous les villages de France à accueillir un migrant « bloqué sur

aide aux migrants sur le territoire avallonnais. Présente depuis 2019, elle a été créée dans le but de soulager RASM 89 qui avait du mal à être efficace sur l'ensemble du territoire icaunais. Aussi, même si elle ne s'occupe que des étrangers en situation irrégulière sur le sol avallonnais, RASM est toujours en lien avec les associations voisines qui possèdent des missions similaires, à savoir le collectif sénonais, l'association de Clamecy et RASM 89, ces deux dernières ayant d'ailleurs guidé l'unique famille étrangère habitant Vézelay jusqu'à chez Anne et Michel en 2019. RASM travaille également avec la CIMADE qui fournit aux étrangers une aide administrative et judiciaire tandis que RASM, tout comme le collectif sénonais, Clamecy et RASM 89, accompagne socialement les individus. "Il y a tout un réseau très solidaire et synergique entre nous" nous a confié Anne. Ensuite, à l'intérieur de RASM, il existe plusieurs adhérents et bénévoles aux profils différents. Certains donnent seulement de l'argent mensuellement, d'autres s'engagent de manière active sur le terrain comme c'est le cas de Jean-Pierre et Nadine, et quelques-uns « donnent des coups de main quand on en a besoin », comme c'était le cas lors du vide grenier ou plusieurs bénévoles se sont relayés. Et enfin, à côté des missions de RASM, beaucoup développent personnellement certaines affinités avec certains étrangers, les aidants plus particulièrement dans leur vie quotidienne, comme c'est le cas de Evelyne qui donnent des cours de français à une famille d'ukrainien, de Nadine qui ouvre sa porte régulièrement à des étrangers et qui emploie une étrangère comme femme de ménage pour lui permettre de gagner de l'argent, ou encore de Jean-Pierre qui a aidé personnellement une famille d'ukrainien en les accueillant chez lui pendant quelques mois et en les accompagnant personnellement dans leur parcours administratif. On remarque aussi que quelques bénévoles possèdent des liens avec des amies qui font partie d'autres associations similaires ailleurs en France et avec qui ils peuvent échanger au sujet de l'accompagnement des migrants. En ce qui concerne Anne, par exemple, elle fait partie d'un groupe Facebook fermé qui est destiné à aider les exilés et les bénévoles des associations ou toute personne souhaitant s'engager à ce sujet sur le territoire français. Ainsi, chez RASM, on peut dire que, pour fonctionner, d'une part, les bénévoles entretiennent des relations d'entraide avec d'autres associations du département et de la région, avec des amis investis dans des associations en France, et d'autre part, nouent des relations plus personnelles, à l'échelle individuelle, avec certains étrangers et les aident pour d'autres champs de missions que celles de RASM.

La guerre en Ukraine a bouleversé ce fonctionnement local centré sur RASM et accentué certains conflits déjà présents avec les pouvoirs publics. Comme nous l'avons déjà évoqué, plusieurs personnes qui, jusque-là, sans être hostiles aux étrangers, jouaient un faible rôle dans l'accueil et l'accompagnement de ceux-ci, ont voulu s'engager de manière plus poussée. C'est le cas de Jeanne ou encore d'Iryna. L'association de Jeanne, Kiev-Avallon entretient une relation directe avec le Centre communal d'action sociale d'Avallon qui, en accord avec sa mission, celle de soutenir les habitants les plus fragiles, aider les ukrainiens en situation régulière à participer aux événements de la ville et à subvenir à leurs besoins. La relation qu'entretient RASM avec la ville d'Avallon est moins évidente. Aucun des bénévoles ne nous a parlé de collaboration avec les pouvoirs publics comme c'est le cas de Kiev-Avallon, si ce n'est le fait de prendre en charge les étrangers majeurs ou considérés comme tels qui se retrouvent sans habitation et sans ressources. Ceux avec qui nous nous sommes entretenus se sont même montrés par moment critiques vis-à-vis de l'hostilité de la préfecture et des mairies en ce qui concerne les étrangers en situation irrégulière. L'arrivée des ukrainiens n'a fait qu'augmenter leur mécontentement. En effet, ces derniers sont accueillis dans l'avallonnais de manière très favorable par les pouvoirs publics et les habitants, ce qui, selon certains bénévoles, n'est pas toujours le cas des étrangers

des bateaux » dans la mer Méditerranée. Ce n'est pas Anne et Michel qui nous ont parlé de cet appel mais des habitants de Vézelay.

originaires du Moyen Orient et d'Afrique. Quelques bénévoles de RASM dénoncent une attitude partielle de la part de l'Etat et des habitants, entre, d'une part, des réfugiés ukrainiens, qui, en raison de leur situation régulière possèdent des droits et des aides³⁵, et qui, en même temps, sont au centre d'un engouement médiatique qui engendre beaucoup d'engagements bénévoles et de collectes destinés pour eux, et, d'autre part, des migrants venant d'autres zones géographiques qui se retrouvent, eux aussi, dans des situations précaires extrêmes mais qui ne bénéficient pas des collectes et d'aides de l'Etat. « On leur donne tout ! Alors qu'ils sont comme les autres ! » nous a confié Nadine. Lors de notre première rencontre avec Anne, celle-ci nous a expliqué que les pouvoirs publics ont tendance à compter sur les associations en ce qui concerne la prise en charge des migrants. Cependant, Anne a précisé que, devant le nombre considérable de cas critiques, RASM se concentre seulement sur les étrangers en situation irrégulière, la majorité victimes d'OQTF. Les ukrainiens venus après la guerre ne sont pas dans une situation irrégulière.

Ces agacements éprouvés par certains bénévoles, qui soulignent des désaccords avec les pouvoirs publics, n'empêchent pas une communication encore balbutiante parce que récente entre les bénévoles de RASM et Kiev Avallon. Jeanne, notamment, en tant que maire d'Island, a été chargée de célébrer le baptême républicain de Sékou, le jeune homme qui vit dans la famille D. Novice en la matière, c'est Anne, habituée à ce genre de cérémonie, qui a aidé et conseillé la maire sur la façon de procéder. Anne et Michel ont participé à la cérémonie, et, après le baptême, comme tous les participants, ont été invités à une réception chez le couple, Anne et Jeanne ont pu échanger à cette occasion sur leurs différentes actions qu'elles ignoraient mutuellement, ou dont elles avaient seulement entendu parler.

Cette réserve face à ces nouveaux acteurs et cet agacement vis-à-vis de l'accueil des ukrainiens en comparaison avec celui d'autres étrangers, ne sont pas éprouvés par Jean-Pierre, qui considère que, comme les autres réfugiés et migrants, les ukrainiens sont eux aussi dans une détresse financière et psychologique et ont besoin d'être accompagnés et qui se réjouit de leur accueil favorable. Retraité revenu vivre dans sa région d'enfance après sa carrière professionnelle, il ne possède pas le même parcours de mobilité géographique et professionnelle que Nadine et Anne qui vivent ici depuis plusieurs dizaines d'années. Habitant d'Avallon depuis seulement un an, il était auparavant engagé pour l'accueil et l'aide des migrants à Nice, ville où il dit avoir beaucoup milité. Depuis un an, il est le voisin d'Iryna avec qui il entretient une relation amicale. C'est parce qu'il a proposé son aide à Iryna que celle-ci lui a demandé s'il pouvait héberger une famille d'ukrainien. C'est comme ça que, pendant plusieurs mois, la famille a vécu dans sa maison. Aujourd'hui, il est toujours en contact avec eux. Ainsi, tandis que Nadine et Anne, deux bénévoles actives de RASM entretiennent une certaine réserve vis à vis de l'engouement médiatique pour les ukrainiens, et de ce qui, à leurs yeux, apparaît comme une forme d'injustice, Jean-Pierre, quant à lui, plus intime avec Iryna, et arrivé depuis peu, n'est pas de cet avis. On observe alors une certaine tension entre, d'un côté Anne et Nadine, les deux bénévoles présentes au début de RASM et Jean-Pierre qui est ici depuis seulement un an. Enfin, en ce qui concerne la communication entre la paroisse orthodoxe et RASM, on peut dire que celle-ci se résume à la relation cordiale qu'entretient Anne avec le prêtre Stephen Headley qui a signé l'appel de Vézelay. Pour ce qui est de Kiev-Avallon, l'association n'échange pas avec la paroisse orthodoxe qui possède seulement comme médiatrice Iryna, qui est en contact à la fois avec Kiev-Avallon et la paroisse.

35 « Les réfugiés ukrainiens bénéficient de la protection temporaire et d'une autorisation provisoire de séjour d'au moins six mois. Des droits sociaux y sont attachés, dont une allocation ainsi qu'un droit à l'hébergement et au logement. » dans [Réfugiés ukrainiens : quel statut et quels droits ? \(lemediasocial.fr\)](http://lemediasocial.fr)

Cet aperçu des différents réseaux associatifs avallonnais bouleversés par les changements engendrés par la guerre en Ukraine nous permet de comprendre que seules Iryna et Anne sont connues à la fois par le prêtre, certains paroissiens orthodoxes, par les bénévoles les plus actifs de RASM, et par la vice-présidente de Kiev-Avallon, Jeanne. Anne et Iryna connaissent également les associations qui aident les populations précaires comme la Croix Rouge ou Coallia bien qu'elles n'entretiennent pas de relations plus suivies avec les bénévoles et les salariés qui y travaillent. Il nous semble donc que la communication entre les différentes instances d'aides bénévoles, parfois encore précaire en partie à cause de la nouveauté des événements s'effectue grâce à Anne et à Iryna. Ce sont elles qui connaissent le plus de personnes présentes dans les différents réseaux et, par conséquent, qui peuvent avoir la vision plus claire de son organisation. Même si elles sont les deux seules personnes à se retrouver dans cette situation, Anne et Iryna ne disposent pas des mêmes connaissances ni des mêmes champs d'actions comme nous avons déjà pu le souligner. Si Anne possède une expérience forte dans l'aide et l'accompagnement des migrants, et, par conséquent, maîtrise le vocabulaire et les connaissances nécessaires, Iryna, quant à elle, joue un rôle pratique auprès des ukrainiens mais aussi des autres migrants, qui tend à devenir plus visible depuis la guerre, puisque c'est elle qui dirige certaines collectes mais aussi qui héberge, fournit du travail et emmène les dossiers des ukrainiens à la préfecture. Les connaissances et l'expérience de Anne mais aussi la position d'Iryna et ses réseaux, même si, dans certains cas, les relations sont encore précaires, peuvent aider les nouveaux bénévoles. Ainsi, encore une fois, les pouvoirs publics ne maîtrisent pas le rôle de médiateur, qui est joué par Anne et Iryna. Dans une deuxième sous partie, nous allons voir en quoi l'aide matérielle elle-même est solidement organisée par les bénévoles.

Le parcours des objets dans l'aide associative

La valeur d'usage et la valeur d'échange des objets récupérés

Plusieurs associations qui soutiennent un public vulnérable, et, par conséquent, les migrants, reçoivent des vêtements, des objets, des produits d'hygiène et des produits alimentaires afin d'atténuer la situation précaire des personnes les plus démunies. À partir de notre expérience sur le terrain, nous avons évoqué les raisons qui motivent les donateurs à faire des dons (en nature ou en argent) à l'association RASM pour la préparation du vide grenier de Vézelay (19 juin 2022). Ici, nous nous intéresserons aux dons matériels reçus par RASM, mais aussi Kiev-Avallon qui organise des collectes qui sont réservés aux réfugiés ukrainiens. A cet égard, nous avons pu participer à l'accueil des ukrainiens dans un entrepôt où étaient stockés les dons, aux côtés des bénévoles de Kiev-Avallon.

La préparation du vide grenier a eu lieu dans la maison de Anne et Michel B, une grande bâtisse ancienne où nous avons rendez-vous pour neuf heures. Sur sa façade, en haut à droite, on peut lire "Yonne accueille les migrants". La porte d'entrée s'ouvre sur un long couloir qui donne sur deux pièces. Dans le couloir et dans les pièces, sont entreposés plusieurs objets donnés. L'extrémité du couloir mène sur une cour intérieure où se trouve déjà une table que nous avons utilisée, lors du tri de vêtements, un portant et des cartons pleins de vêtements. La cour donne sur deux autres pièces ; une petite où sont entreposées principalement des chaussures et une plus grande pleine d'objets très divers (vaisselles, essuies glaces, colliers, tableaux...). Tout au long de la matinée, accompagnées de Elise et Evelyne, bénévoles de l'association RASM, nous avons procédé au tri des vêtements et des dons divers en nature, en vérifiant leur bon état, c'est-à-dire, en ce qui concerne les vêtements et les chaussures, en observant attentivement les trous ou les tâches, et, pour les objets, en évaluant leur état et leur utilité. "On retire les vêtements avec des tâches et des trous car ça ne donne pas envie d'acheter après" nous a expliqué Anne. Pendant qu'on triait, des personnes sont arrivées avec quelques vêtements et d'autres objets pour

étoffer le stand. Devant certains dons, à savoir une étagère branlante et des vêtements tachés, Evelyne a dit : « Ça, tu donnes pas. » L'état usé de certains dons nous a amené à nous questionner ; pourquoi donner des objets en mauvais état ? Qu'est-ce qu'un objet de vide grenier ? Qu'est-ce que n'est pas un objet de vide grenier ?

D'abord, en général, lors des vide-greniers, les vendeurs estiment le prix de leurs biens personnels en fonction du besoin apparent de l'acheteur potentiel, tout en comparant avec les prix pratiqués dans les magasins. C'est ce que nous avons fait avec Elise et Evelyne. Pour les vêtements nous avons la liberté de fixer les prix qui dépassaient rarement les cinq euros. Chaque type de vêtements possédait un prix en particulier, par exemple, quatre euros pour les robes ou encore trois euros pour les pantalons. Que ce soit pour les objets ou les vêtements, nous mettions un prix en nous référant à nos propres schémas de pensées qui impliquaient le fait de nous imaginer quel type de personne achèterait tel ou tel produit. Pour les objets, presque tous ont été gardés. En ce qui concerne les objets, les prix se situaient entre 1 euro (pour des raisons pratiques de change) et 20 euros (valeur exceptionnelle). Si l'objet était conservé mais que nous ne savions pas s'il pouvait être utile à quelqu'un d'autre, Michel intervenait : « Vous pouvez mettre 20 euros, c'est pour les collectionneurs, ils arrivent avant tout le monde et ils aiment ces choses-là ». Il nous parlait tout en triant d'autres objets et observant notre travail de loin. De la même façon, quelque fois, Anne descendait et nous apportait son expertise : « Non non non, il y a des choses de valeur, ce vase c'est du cristal, ça vaut 25 euros, un ami brocanteur est passé et l'a expertisé », alors que nous l'avions estimé à 2 euros. Elle nous a expliqué qu'il y avait beaucoup de brocanteurs, de collectionneurs. Elise, qui, comme nous, n'avait pas été avertie des expertises et pensait plutôt, dans son évaluation, à la valeur d'usage des objets, s'excusait : « Oh désolée, je ne savais pas que c'était du cristal ». Elle l'a répété plusieurs fois parce qu'elle pensait que c'était du verre.

Selon l'anthropologue Debary (2010), « la reconnaissance de la valeur des objets est marquée par une tension entre le 'bel objet' et le 'bon objet', entre sa valeur esthétique et sa valeur historique ». La valeur historique implique l'état de l'objet, son voyage. Avec les bénévoles, le plus souvent, nous nous concentrons sur la valeur d'usage et la valeur esthétique en ignorant cette valeur qui nous était rappelée par les ordres de Anne et Michel qui avaient procédé à une expertise. Debary ajoute une troisième valeur, la valeur émotionnelle, au produit. Dans le cas du stand de RASM, s'ajoute une nouvelle valeur que l'on pourrait nommer la « valeur humanitaire ». En effet, en achetant un objet, l'acheteur soutient financièrement l'association. Si, lors du tri, les bénévoles fixent un prix, celui-ci est généralement négocié pendant l'événement. Le prix peut baisser lorsque les personnes ne connaissant pas RASM ou sont indifférentes à ses missions, ou monter lorsque les acheteurs sont sensibles à l'association, en dépit de la valeur esthétique ou utile de l'objet. Considérant que l'épisode du vide grenier de l'association RASM est un lieu de mixité sociale, car la plupart des personnes qui donnent ou visitent/achètent ont l'intention d'aider, il nous a donc suggéré une distinction entre deux catégories d'objets : ceux qui ont une valeur d'usage pour les réfugiés et ceux qui ont une valeur d'échange pour participer au financement de l'association.

S'agissant des dons pour l'association RASM dans le cadre du vide grenier de Vézelay, on peut dire que la volonté d'aider l'association ainsi que les populations précaires venues acheter par le don imprègne la notion d'utilité de ce qui est donné, entraînant, de la part des donateurs, une dévalorisation de l'importance que l'on donne à l'esthétique de l'objet, à son état, et, en même temps, au degré d'exigence des visiteurs du stand de l'association. En ce qui concerne le donateur, cette dévalorisation du don pour le vide grenier qui peut tout à fait posséder peu de valeur, à la fois sentimentale, esthétique et historique, ne l'empêche pas de ressentir une

certaine satisfaction vis-à-vis de son geste. En effet, le don d'objets pour le vide grenier, en demandant moins de temps personnel que le don de sa personne et de son temps en tant que bénévole permanent ou occasionnel, permet d'aider sans sacrifier des biens ce qui permet de donner facilement, tout en ressentant un sentiment de générosité.

Dans le cas de Kiev-Avallon, lors de notre entretien avec Jeanne, celle-ci a soulevé un écart entre les besoins éprouvés par les ukrainiens lors de leur installation dans les logements sociaux vacants loués à prix réduits et les objets donnés par des connaissances des bénévoles ou les bénévoles eux-mêmes. « On a récupéré des meubles (...). Moi mon mari ça fait trois mois qu'il fait des déménagements. On monte une gazinière à gaz sauf que c'était au butane et que du coup dans les HLM à Avallon c'est du gaz de ville donc on peut pas mettre de butane mais comme c'est des choses qu'on nous a données, on a pas les bons injecteurs donc il faut descendre la gazinière, après il faut monter le frigo ah bah zut il marche pas. Faut être bricoleur un petit peu ». Très vite les bénévoles remarquent que, bien que les dons ne manquent pas, certains ne sont pas adaptés aux besoins matériels des ukrainiens. Finalement, le mari de Jeanne a eu une autre idée « on va pas faire comme ça indéfiniment, on va acheter des plaques électriques, on en a pour moins de 100 euros ». Ainsi, dans le cas des collectes de Kiev Avallon, on peut voir que la générosité des donateurs telle que présentée plus haut dans le cadre du vide grenier n'aide pas toujours les bénévoles confrontés à la réalité des besoins. Ils répondent à d'autres problématiques liées à l'usage, leur tri demande plus d'attention que dans le cadre du vide grenier, notamment la sanction de leur vétusté. Enfin, les premières erreurs en ce qui concerne la collecte des objets s'inscrivent dans l'apprentissage expérimental associatif des bénévoles de Kiev-Avallon qui sont encore novices dans l'aide et l'accompagnement des réfugiés. Un apprentissage expérimental qui nous permet de comprendre que le tri des objets collectés répond à la mise en valeur soit de la valeur d'usage soit de la valeur d'échange, selon que l'objectif est de financer l'association ou de venir en aide à un public d'acheteur en situation précaire ou les deux. Si le tri représente une grande étape en ce qui concerne les collectes de dons, si l'on veut être efficace, agir pour réduire la distance sociale peut constituer un objectif pour certaines associations.

Gérer la solidarité : agir pour réduire la distance sociale entre donateurs et bénéficiaires

Tandis que RASM utilise les dons matériels de manière occasionnelle pour, principalement, financer ses actions en faveur des migrants, d'autres associations utilisent une grande partie des dons pour venir directement en aide aux populations précaires dont les étrangers en situation régulière et irrégulière. C'est le cas de la Croix Rouge qui fait appel à des dons auprès de particuliers et de grandes enseignes commerciales dans le souci de diversifier l'offre, à la fois pour les bénéficiaires (le public dans une grande précarité) qui se présente une fois par semaine pour recevoir les dons, et les clients qui peuvent aussi vivre la précarité et qui viennent acheter des vêtements et des objets d'occasion dans la « vestiboutique ». Jean-Pierre et Monica, respectivement président et vice-présidente de la Croix Rouge d'Avallon, expliquent : « Les gens comme vous et moi peuvent donner. On a aussi des industriels comme le groupe Kiabi qui nous donne beaucoup de linge neuf. On vit grâce à nos donateurs. » En plus de ces donateurs privés et des entreprises comme Shiver, la Croix-Rouge possède un partenariat avec la Banque Alimentaire qui représente le plus gros fournisseur et auprès de laquelle ils payent les aliments à la tonne. Enfin, les familles bénéficiaires participent financièrement symboliquement explique Jean-Pierre concernant la valeur de la contribution des familles bénéficiaires. « Elles payent malgré tout ce qu'elles viennent chercher. Ce n'est pas comme une assistance où on se dit : "bah, on me donne c'est gratuit", c'est comme ça, les personnes n'ont pas l'impression « d'être assistées » parce qu'elles financent. ». De la même façon, les vêtements et accessoires

donnés sont mis en vente à des prix très bas pour que chacun puisse s'habiller en payant tout de même mais selon ses moyens. Jean-Pierre, qui a travaillé dans la logistique de l'entreprise Shiver parle de son activité associative en des termes économiques, rappelant la fonction d'usage des produits auprès d'un public précaire et leurs valeurs d'échange qui financent les actions de la Croix Rouge : « C'est de la vente parce qu'il nous faut de l'argent. Ici on vit comme dans une entreprise. On doit gagner de l'argent pour faire face à nos dépenses ». Si une partie des dons est directement destinées aux personnes dans le besoin qui se présentent à la Croix Rouge, une autre partie est réservée pour la « vestiboutique ».

Parallèlement à cela, les dons en numéraire contribuent grandement au travail des associations. Comme mentionné dans le chapitre précédent, Thierry héberge des réfugiés en cas de besoin et donne de l'argent à Kiev Avallon et à la Croix-Rouge. Cette générosité peut créer un contrôle et accroître la distance sociale, le sentiment de subalternité. Bucolo et Lhuillier (2021) appellent ce type de philanthropie le « don agonistique », c'est-à-dire qu'elle se rapproche d'une certaine aumône qui crée une dépendance à l'égard de la générosité des donateurs. En général, il n'y a pas d'accord d'échange entre les bénéficiaires et les associations lorsque la situation est vraiment urgente. Jeanne précise qu'en plus de la logistique des dons alimentaires, des accessoires vestimentaires, des meubles et autres objets d'occasion pour les ukrainiens arrivant dans l'avallonnais, « l'association Kiev Avallon a décidé de donner un bon de 50 euros par adulte et par enfant à partir de 15 ans et 20 euros pour les enfants plus petits. [...] On donne 4000 euros tous les quinze jours à peu près à 90 personnes, en comptant tout le monde dans l'Avallonnais ». En effet, l'aide financière des associations envers les personnes en situation précaire a une fonction de soutien d'urgence et vise l'autonomie de ceux que l'on aide en France, même s'ils décident de partir pour un autre pays après quelques mois.

Ainsi, on peut dire que les associations et les individus s'organisent pour venir en aide par le biais de dons d'objets et d'argent en complément des aides sociales de l'Etat qui, lorsqu'elles sont versées, ne permettent pas toujours aux étrangers en situation irrégulière et en situation régulière de vivre dans des conditions décentes. En plus d'améliorer la vie matérielle des étrangers, certains aidants, comme c'est le cas pour la Croix Rouge, mettent en place des mesures particulières en leur proposant des contreparties qui leur sont accessibles afin de ne pas accentuer un sentiment de dépendance qui nuirait à l'épanouissement des bénéficiaires. Si c'est très explicite chez la Croix Rouge, RASM et Kiev Avallon tentent aussi d'inscrire leurs actions dans une volonté de construire avec les bénéficiaires une relation qui va au-delà d'un don agonistique. Si les dons matériels sont une des principales composantes de l'aide fournie par les associations, les rassemblements autour des collectes chez Kiev-Avallon sont aussi l'occasion de rencontrer d'autres ukrainiens et de faire connaissance avec les bénévoles qui peuvent aider les bénéficiaires par la création d'un lien plus familier qui implique un échange don/contre don plus familier. De la même manière, chez RASM, les bénévoles entretiennent des relations plus personnelles avec certains étrangers. Dans les deux associations, si les bénéficiaires reçoivent des dons matériels, le contre don se situe plus au niveau du service dans le cadre d'une relation plus informelle ou personnelle comme nous le verrons dans la troisième partie, dans laquelle nous nous intéresserons plus particulièrement aux relations quotidiennes qu'entretiennent les bénévoles avec les étrangers. Tissés dans le cadre de problèmes financiers, sociaux et juridiques auxquels sont confrontés les étrangers, les relations plus informelles entre les bénévoles et les étrangers semblent être nécessaires pour la facilitation de la vie voire la survie des étrangers. Si, pour l'instant, nous avons simplement mis en lumière les logiques familiales qui sont visibles dans les relations personnelles entre les étrangers et les bénévoles, à présent, nous nous poserons des questions qui concernent la société avallonnaise même si elle peut se jouer également à échelle individuelle : quelles sont les places accordées aux migrants qu'ils soient en situation

régulière ou irrégulière ? Quels sont les avantages en termes de protection fournis par ces personnes et ces associations ?



Fig.2- Photo de l'association Kiev-Avallon : espace mis à disposition par la municipalité d'Avallon pour l'association Kiev-Avallon où sont organisées des collectes et des dons aux réfugiés ukrainiens.

L'avallonnais, une destination ?

Habiter un environnement

Selon le géographe Mathis Stock (2007), l'habiter a philosophiquement et traditionnellement été définie comme le fait "d'être dans l'espace". Cependant, d'après lui, cette définition ontologique est loin d'être suffisante. Mathis Stock écrit qu'il faut repenser la conceptualisation de l'habiter qui est « fondée sur le problème de la pratique », c'est-à-dire remplacer « être dans l'espace » par « faire avec l'espace ». Faire dans l'espace implique une vision dynamique de l'habiter qui est visible à travers les stratégies et les tactiques entrepris par les individus face aux épreuves auxquelles ils sont quotidiennement confrontés. Pour l'historienne Marianne Amare, ces stratégies qui ont pour but d'agencer, de construire un espace et, finalement, d'habiter, sont particulièrement pertinentes lorsque l'on étudie l'habiter dans un contexte de migration. Selon elle, il ne faut pas étudier l'immigration comme un moment de perte de repères total, comme un déracinement, mais comme un moment de création où les individus négocient sans cesse entre deux mondes. La migration implique, entre l'espace quitté et l'espace d'arrivée, un réseau de liens complexes qui permettent de postuler l'existence d'un « tiers-espace » pour reprendre l'expression forgée par Homi Bhabha. Selon cette dernière, ce tiers espace, en plus d'être géographique et politique, est social car constamment redessiné par les pratiques quotidiennes et les relations interpersonnelles que les étrangers entretiennent avec les habitants. Si on reprend le paradigme du « tiers espace » on peut postuler le fait que les pratiques sociales quotidiennes des individus, qui dessinent ce tiers espace peuvent être une manière d'habiter le monde, c'est-à-dire une manière de trouver une place dans un réseaux d'échanges économiques et sociales qui se trouve être un réseau d'échanges à la fois humanitaire et familial, et, comme le pensait Mathis Stock, d'habiter un espace dans les stratégies déployée face à ses contraintes. Dans ce chapitre nous allons observer les différentes contraintes auxquelles sont

confrontés les migrants, les réfugiés et les bénévoles et les stratégies mises en place par ces derniers.

Le baptême républicain

Nous avons déjà vu en quoi les bénévoles ont tendance à tisser avec les étrangers mineurs des liens qui ressemblent à des liens familiaux, faisant directement référence à l'histoire locale des enfants de la DDASS. A côté de ces liens particuliers, des événements sont organisés afin que les migrants rencontrent d'autres migrants mais aussi les habitants. Par exemple, pour les migrants en situation irrégulière, étant donné que leur intégration dans les réseaux de sociabilité classique comme le travail est mise en difficulté par la loi, un baptême républicain peut être organisé dans la commune dans laquelle vit l'individu immigré. Anne, qui possède beaucoup de connaissances en ce qui concerne l'accompagnement des migrants nous a expliqué : « des gens qui faisaient de l'accompagnement des migrants ont eu l'idée de proposer des parrainages républicains pour des migrants en situation irrégulière (...) Le réseau Education Sans Frontières a organisé des parrainages républicains plutôt pour les jeunes scolarisés. Et, l'année dernière, à l'occasion de la journée mondiale des migrants, il y a l'association nationale des villes et des territoires accueillants qui a fait des opérations de parrainages républicains et qui a proposé l'opération de parrainage républicain dans un certain nombre de villes juste le jour ou la veille de la journée mondiale des migrants, donc il y en a eu à Saint Père, à Asquins, il y a eu le parrainage d'Adelina à Vézelay ». Le parrainage de Sékou aurait dû avoir lieu au même moment mais pour des raisons de non disponibilité du parrain et de la marraine, il a eu lieu au mois de juin. Anne nous a précisé qu'à l'issue du baptême, le maire remet au baptisé une « carte de parrainage ». Cette carte « n'est pas une carte d'identité » mais possède « le tampon de la mairie ». Aussi, sans être un document officiel, elle a déjà pu, selon Anne « aider des gens dans certains cas de contrôle d'identité ». « Ça montre qu'ils ont quand même une reconnaissance mais c'est pas imparable » ajoute elle.

Ainsi, le baptême civil, parce qu'il ne s'agit pas d'une mesure légale, qu'il n'est ni obligatoire, ni interdit, mais dépend des bénévoles engagés dans la cause des migrants, des migrants, et de la mairie, permet aux associations et aux communes de l'organiser sans autorisation de la part de la préfecture qui montre des positions hostiles vis-à-vis de l'accompagnement des étrangers en situation irrégulière. Il permet, d'abord, de marquer un « engagement moral », pour reprendre l'expression d'Anne, c'est-à-dire que les parrains et les marraines, en s'engageant de manière performative lors d'une cérémonie officielle à être présent pour Sékou, possèdent dorénavant une relation privilégiée avec ce dernier. Si Sékou ne peut être lié par le sang à sa famille, il peut être lié symboliquement et moralement à sa « sœur », la fille du couple qui l'accueille et qu'il a choisi pour marraine. De plus, même si la carte n'est pas officielle, elle permet néanmoins d'indiquer lors d'un contrôle que l'individu n'est pas isolé mais habite quelque part où il possède du soutien. Enfin, à l'issue de ce baptême, nous avons été invitées à la réception au cours de laquelle nous avons rencontré Sékou et son entourage "familial" et amical. Presque tous étaient des amis du couple D qui étaient venus pour manifester leur accueil, voire faire des propositions d'emploi à Sékou. Thierry a souligné l'importance de la présence des habitants du village d'Island à la cérémonie, « pour montrer qu'il est le bienvenu ».



Fig.3- Photo du baptême républicain de Sékou à Island, assis entre sa "sœur" qui est sa marraine (à gauche) et son autre parrain (à droite). Derrière, on voit Jeanne à droite et Anne à gauche.

Opportunités d'emploi

Les dons des associations ne sauraient remplacer la stabilité économique que fournit un emploi. Mais trouver un emploi dans une région où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale et d'autant plus lorsque l'on est en situation irrégulière et sans ressources financières semble constituer un véritable défi. « C'est vrai que trouver du travail dans l'Avallonnais, c'est pas évident [...], les entreprises agricoles sont rares », déclare une paroissienne de l'église orthodoxe. C'est d'autant plus complexe que les étrangers en situation irrégulière ont l'interdiction de travailler. Néanmoins, dans les procédures de régularisation, les candidats doivent justifier d'un emploi. Anne qualifie ce système de "contradictoire". Ainsi, les étrangers en situation régulière et en situation irrégulière sont confrontés à des obstacles qui diffèrent. A propos des ukrainiens arrivés depuis peu, Igor, un autre paroissien, parle de « petits boulots », c'est-à-dire d'emplois qui ne nécessitent aucun diplôme et n'impliquent que des missions que de courte durée : « Le monsieur qui était venu ici, il a trouvé un petit boulot, bien qu'il ait des problèmes de poumon, de manutention : mettre des pierres sur un muret ». Néanmoins, autorisés à travailler de par leur statut de réfugié, ils peuvent passer des entretiens d'embauche. En ce qui concerne les étrangers en situation irrégulière, Anne déclare « C'est horrible [de travailler sans papiers]. Surtout qu'en général, soit ils travaillent au noir, soit ils travaillent sous une fausse identité. Ils ne peuvent pas dénoncer leur patron, ils ne peuvent pas prouver qu'ils ont bossé [...] » (Entretien avec Anne B). Que ce soit pour les étrangers en situation irrégulière ou pour les étrangers en situation régulière, cela peut être rendu encore plus compliquée par la méconnaissance de la langue française. Peut-être parce qu'il est plus facile de parler la langue et qu'il y a plus d'offres d'emploi, on constate un rêve anglais chez les migrants ukrainiens : « Plus facile en Angleterre. Je crois que pour avoir un travail, c'est plus facile l'anglais, il y a moins de conditions, c'est ce qu'on nous dit », explique Marie, la paroissienne de l'église.

Comment parviennent-ils à travailler malgré les obstacles législatifs pour certains, mais aussi les difficultés que cause une mauvaise maîtrise de la langue française ? Le travail non déclaré est-il la seule solution pour les étrangers en situation irrégulière ? Qu'en est-il du travail

déclaré pour les étrangers en situation régulière comme les Ukrainiens arrivés après la guerre ? Lors de la préparation du vide grenier, Elise a évoqué l'accueil d'une famille d'Ukrainiens qu'elle accompagne et à qui elle donne des cours de français. Elle nous raconte que la mère de famille, une femme décrite comme très timide avec des difficultés pour communiquer bien qu'elle comprenne le français, a trouvé un emploi d'agent d'entretien dans les services de la commune de Vézelay : « Elle a réussi avec la mairie parce que le maire cherchait quelqu'un et il n'a trouvé personne. Elle a accepté cet emploi et il lui convient parfaitement ». Ici, c'est la ville qui fournit un travail adapté.

Quand ce n'est pas la ville, le travail peut être fourni par des associations comme c'est le cas d'Una³⁶ qui se trouve dans une des rues principales de Vézelay. Bien connue dans le village, Una a été créée en accord avec la Caisse de retraite et le Conseil départemental et n'emploie que des femmes. Elle a pour objectif de former des professionnelles pour aider d'autres femmes à domicile : handicapées et/ou âgées, celles qui viennent d'accoucher ou celles qui ont des enfants en bas âge. Lors de l'entretien avec Marie, la directrice de l'association, nous avons appris que plus de la moitié des femmes employées par Una sont étrangères : « Elles ont différentes origines, françaises, portugaises, marocaines, des îles... Je n'ai aucun problème avec ça, j'espère juste qu'elles seront efficaces dans leur travail [...] et puis, elles peuvent venir me voir s'il y a un problème et je reste en contact avec elles. » Cependant, selon Marie, « il faut avoir des papiers pour être embauché et, normalement, elles travaillent à partir d'une adresse fixe. » Marie s'est montrée réservée, en ne mentionnant que les aspects positifs du travail fourni. Cependant, elle n'a pas accepté que nous rencontrions certaines d'entre elles, justifiant ce refus par les autorisations officielles selon elles nécessaires pour interagir avec ces familles.

Des efforts sont également déployés de manière individuelle de la part des bénévoles pour aider les réfugiés dans leur recherche d'emploi ou leur valorisation auprès des employeurs. Par exemple, Jean-Pierre nous a confié qu'il était en contact avec la mairie pour organiser une exposition des tableaux d'Irène, artiste plasticienne, la jeune femme biélorusse qu'il héberge. « C'est toujours un peu festif, les expositions [...] Il faut avoir une vingtaine de tableaux pour les exposer, je vais te les montrer sur Instagram ». De plus, il compte aussi sur Anne pour faire une exposition chez elle. Quel que soit le niveau d'engagement associatif des militants et défenseurs de la cause des migrants et des réfugiés, ils s'informent mutuellement de la situation de ces personnes et entretiennent des relations amicales qui renforcent le réseau de soutien. Iryna est toujours informée de la situation des Ukrainiens du Vézélien grâce à son amitié avec Jean-Pierre, son voisin. Elle nous raconte que c'est grâce à Jean-Pierre que Sergeï a trouvé un contrat de travail dans une coopérative viticole. Ainsi donc, on observe la préoccupation non seulement des habitants mais aussi des pouvoirs publics en ce qui concerne l'emploi des migrants ainsi qu'un réseau de contacts pour faciliter les démarches. D'autre part, les particularités de l'emploi des migrants, notamment la frontière entre l'aide et la recherche du profit des employeurs soulèvent des conflits dans lesquels la moralité des aidants est mise en question.

Employer des sans-papiers, charité ou profit économique ? Quand la moralité est mise en question

Le fait d'employer des sans-papiers est un moyen de les aider à se financer et à survivre lorsqu'ils ne sont pas autorisés à travailler officiellement. Cette situation aboutit à un paradoxe qui concerne l'État français par rapport aux demandeurs d'asile : la nécessité de justifier un emploi en France alors qu'ils n'ont pas le droit de travailler : « J'ai l'impression que la ville

36 Cette association intervient dans plusieurs communes du département de l'Yonne. Le siège social de Vézelay compte 60 salariés, dont 50 aides à domicile et 5 agents administratifs.

d'Avallon a fait beaucoup pour les migrants. Mais, franchement, vous arrivez en France, vous ne parlez pas la langue, vous n'avez pas de travail. Si vous venez vous mettre dans un endroit comme ici, il vous faudra en plus une voiture pour pouvoir bouger, pour la réinsertion, c'est difficile, hein ? » (Entretien avec Thierry)

Même si des papiers ont été rapidement délivrés aux Ukrainiens arrivés en France après l'invasion de leur pays par la Russie en février 2022, et que des aides sociales leur ont été accordées, la langue française reste un obstacle pour trouver du travail. La situation s'inverse lorsque l'on analyse le cas des migrants d'autres origines qui, eux, parlent français mais n'ont pas les papiers pour travailler légalement. Les militants et les personnes qui soutiennent la cause des migrants tentent de diverses manières de trouver des solutions d'emploi pour ces personnes. Un autre exemple permet de comprendre cette situation, à partir des propos de Nadine concernant une famille ukrainienne vivant à Saint-Père, une commune située à deux kilomètres de Vézelay. Vadim, le père de famille, est arrivé en France en 2014 puis il est retourné en Ukraine chercher sa femme et ses enfants : « On ne considère son arrivée en France qu'à partir de là. Du coup, ça décale son dossier. Il faudrait presque qu'ils repassent la frontière et qu'ils disent qu'ils arrivent à cause de la guerre », dit Nadine. L'épouse de Vadim travaille dans la maison de sa mère. Cependant, les choses ne se passent pas aussi bien que ça, car sa mère a « du caractère ». « Je pensais que ça irait mais c'était compliqué de toute façon. Là, elle travaille au camping, elle nettoie les mobil-homes. » Vadim, son mari, a travaillé avec un homme qui possède un restaurant, puis dans le BTP. Nadine considère que son activité professionnelle est de l'ordre de l'exploitation « parce qu'il se débrouille en maçonnerie [...] Son patron l'exploite : il lui laisse la maison pour rien mais il ponctionne son salaire [...] C'est vrai qu'il lui avait prêté une voiture pendant un moment ». On constate ici que, bien qu'il y ait un cadre légal et réglementaire pour travailler, la servitude pour dettes de la main-d'œuvre étrangère correspond à un lien contractuel qui ne provient pas d'un travail libre. On a un rapport hiérarchique vertical créant une situation contradictoire entre les attitudes de « bienveillance » et de protection d'une part et d'autorité et d'exploitation d'autre part, ce qui engendre une dépendance et un manque d'autonomie de l'employé (Décosse 2019). D'une certaine manière, l'offre de travail aux migrants par des bénévoles montre la constitution d'une relation de hiérarchie basée sur la démonstration de considération pour ceux qui arrivent et cherchent une certaine autonomie après s'être installés sur le territoire. Dans ce sens, d'autres formes de dépendance se développent, notamment la question de la mobilité géographique.

Enjeux de mobilité des migrants

Communauté de Communes (CC) de l'Avallonnais, de Morvan-Vauban et du Vézélien

« Dans l'Avallonnais, la mobilité, ou plutôt le manque de mobilité³⁷, est considéré comme le second frein à l'emploi, après le manque de qualifications. Une problématique bien identifiée par Pôle emploi et l'association intermédiaire d'insertion par l'activité économique (IAE) Agir qui travaillent à trouver des solutions. » Ce constat est un extrait d'un article daté du 13 mars 2022 du journal L'Yonne Républicaine, qui relaie l'actualité quotidienne du département, à propos des zones où il est nécessaire de parcourir de longues distances deviennent les espaces de dépendance à la voiture par excellence (Dupuy, 1995, mentionné par Berroir et al., 2017). En ce sens, Léa, chargée de la gestion de la mobilité entre les territoires de la

37 Le déplacement est d'autant plus difficile du fait qu'il s'agit d'une région montagneuse où le centre commercial et le pôle industriel de chacun des villages ont tendance à être éloignés des zones résidentielles.

Communauté de Communes³⁸ étudie les moyens de faciliter la locomotion des habitants du bassin d'emploi en assumant la responsabilité de toute la mobilité sur le territoire d'Avallon, Vézelay et une partie du Morvan, soit à l'échelle de 48 communes. Par ailleurs, elle nous informe aussi que certaines associations sont organisées de manière similaire à la Communauté de communes, c'est-à-dire qu'elles participent à des appels à projets pour essayer de financer des moyens de transport pour les habitants défavorisés. Ainsi, elles prêtent différents véhicules (voitures et scooters) et facilitent également l'accès à la formation pour l'obtention du permis de conduire. C'est le cas de l'association Club Mob, à Avallon, qui a récemment changé de nom pour devenir "Mobilités 89" : « Nous sommes responsables de la partie sud du département et l'association 'Mobil'éco' est responsable de la partie nord », explique Jessica Cusson, directrice de "Mobilités 89 ».

Ce type de solution contextualise les réflexions de Jeanne sur l'absence de voiture dans la population du Vézélien : « Les premières personnes qui sont venues s'installer ici, c'étaient des gens qui avaient un revenu élevé, pas forcément très élevé mais de classe moyenne on va dire, qui avaient la possibilité de venir en voiture ou de se payer le train. » En d'autres termes, comme il s'agissait d'un territoire habité originellement par une majorité de gens aisés ou des personnes qui revenaient au pays pour y couler une retraite paisible, les problèmes de mobilité n'étaient pas au centre des préoccupations des élus locaux : soit les habitants avaient des voitures, soit ils n'avaient pas besoin de se déplacer quotidiennement pour aller travailler.

En sens inverse, les familles à faible revenu, qui vivent généralement dans des logements périurbains, sont les plus touchées par la distance : « Une densité faible accroît souvent les distances aux services et aux équipements et donc les temps d'accès. La distance intervient moins dans les espaces très denses, mais d'autres facteurs comme l'absence de dessertes de transports, la saturation du réseau ou encore le délai d'attente sont de nature à limiter aussi l'accessibilité. » En conséquence, la vie devient plus onéreuse ou bien ces familles décident d'abandonner leur emploi afin de chercher une occupation plus proche de chez elles (Berroir et al. 2017). Dans le contexte actuel, il existe un réseau de communication, généralement par e-mail, entre les employeurs et la CC : « [...] on fait des réunions tous les mois avec les intéressés mais on parle aussi avec les patrons des usines qui disent 'on a 10 salariés qui habitent ici, 10 qui habitent ici' et ils échangent entre eux en fonction de leurs horaires. et tout ça », précise Léa. Par ailleurs, elle évoque le transport à la demande ("Cars MOBIGO")³⁹, « je sais pas si tu connais ? c'est un taxi qui va chercher les gens chez eux et qui les amènent à Avallon, pour 1,50 euros. Donc, ça fait 3 euros aller-retour. C'est privilégié pour les gens plus âgées, les personnes à mobilité réduite et les jeunes sans permis ». Toutefois, ce système présente également certains inconvénients : « Y'a pas beaucoup d'horaires, c'est que le matin. Le soir pas possible. [...] normalement ça marche bien, ça marche, mais je pense que n'est pas tout le monde qui est au courant, c'est pas nouveau ce système mas les gens ne savent pas tout, ou parfois elles ont peur d'être seules dans un voiture ». Une autre initiative mise en œuvre à Avallon est la « Navette

38 « La Communauté de communes du Vézélien était une Communauté de Communes située dans le département de l'Yonne. Cette intercommunalité était en fonction depuis le 1 janvier 2009. Conçues pour convenir aux zones rurales, les communautés de communes qui doivent être d'un seul tenant et ne pas compter plus de 50 000 habitants exercent deux compétences obligatoires (aménagement de l'espace et actions de développement économique). S'ajoute en plus au moins une des compétences optionnelles prévues par la loi » (Consulté le 9 septembre 2022 sur <https://www.annuaire-mairie.fr/communaute-communes-du-vezelien.html>)

39 Ce système existe depuis 2018, il s'agit d'un transport personnalisé : « la personne appelle le matin pour fixer le RDV. C'est une voiture normale électrique privée, mais les gens ont peur encore d'être seule dans une voiture », explique Léa. Il s'agit d'un projet à coûts réduits a été rendu possible grâce à un appel à projets de l'Etat : « Avenir Montagnes et mobilité », avec une valeur estimée à 200 000 euros financé à 50%, qui durera jusqu'en 2025

inter-quartier », « un petit bus aussi pour les handicapés. C'est la ville qui organise ça de son côté, avec des horaires fixe et gratuit », explique Léa. En ce qui concerne les autres moyens de transport, il existe des projets concernant le vélo, comme le « Plan de mobilité simplifiée », qui vise à réduire l'utilisation de la voiture et les gaz à effet de serre, mais Léa considère que l'utilisation du vélo est très dangereuse à Avallon : « Comme y a pas de piste cyclable, on est obligé de prendre la voiture » Néanmoins, elle rappelle qu'il n'y a pas de dispositif départemental pour financer une voiture. Ce problème de la mobilité sur le territoire du Grand Vézelay révèle la façon dont celle-ci endosse un sens multiple : elle signifie autant « l'aptitude à passer d'un espace à l'autre » (Jeanpierre 2005, p. 337, mentionné par Borja et al., 2014) que le « devenir social (inter et intragénérationnelle selon que l'on compare les métiers des enfants entre eux ou avec ceux de leurs parents), international (les flux de migrations), récréatif (les voyages), voire professionnel (les changements d'emplois et les formations suivies tout au long de la vie) » (Ibid.) Les sciences sociales considèrent la mobilité comme un changement de statut social dans une structure sociale. Cependant, le maintien ou la transition au sein de cet ensemble social est susceptible d'être en lien avec une dynamique de déplacement spatial, qui répond à un choix ou à un « besoin de déplacement », une « demande sociale » (Ibid.).

Les déplacements vers l'autonomie

Pour en revenir plus spécifiquement aux difficultés rencontrées par les migrants et les réfugiés pour se déplacer, outre les problèmes auxquels les " locaux " sont confrontés, nous pouvons ajouter le manque d'argent pour payer les transports publics, le besoin de récupérer des meubles donnés afin de réunir les conditions minimales d'installation. Jeanne et son mari, avec l'aide d'autres bénévoles, utilisent un camion pour faciliter le transport des meubles jusqu'au domicile des migrants. En outre, il faut prévoir des déplacements pour aller chercher, au rythme hebdomadaire ou bimensuel, un panier de biens de première nécessité pour les associations : « Ils sont souvent accompagnés de gens qui les hébergent ou qui les dépannent ici et qui viennent les emmener, les ramener. Ils ont quand même ce soutien autour d'eux qui leur permet de venir jusqu'ici. Il y a aussi des navettes mais elles sont rares, c'est très mal desservi le réseau routier. Donc, ce n'est pas facile pour eux, à part trouver une bonne âme qui fasse le déplacement. » (Monica - Croix-Rouge d'Avallon). À cela s'ajoute la barrière de la langue, ce qui signifie que les migrants et les réfugiés doivent être accompagnés pour aller chez le médecin, à l'OFII, etc., comme évoqué par Iryna plus haut. Selon Marie, les paroissiens de l'église orthodoxe se chargent de les emmener pour des rendez-vous médicaux : « Il faut les 'voiturer'. Certains arrivent avec leur voiture mais vu le coût du gazole... »

Par ailleurs, selon Marie, la responsable de l'association Una, les employées de l'association travaillent normalement à une adresse fixe ne se trouvant pas à plus de 20 kilomètres de leur domicile, une réalité pour laquelle Marie ne semblait pas à l'aise pour ce qui concerne le fait de donner des détails sur la façon dont ces employées se déplacent. Pour Borja et al. (2013), le « capital de mobilité » (Kaufmann et al. 2004) allié à certaines compétences acquises est le principal facteur qui rend possible les déplacements pour des résultats significatifs. Cependant, ces compétences dépendent d'autres types de capital : économique, social et culturel (Bourdieu, 1971). En ce sens, la réussite sociale dépend du maillage entre le déplacement spatial et ce qui rend ce déplacement possible, c'est-à-dire que la mobilité spatiale d'un individu passe par la mobilité sociale (Borja, 2014). Alors, dans la mesure où de nombreux migrants et réfugiés dans l'avallonnais ne sont pas encore en intégration culturelle dans la région et qu'ils connaissent une situation instable, ce qui rend possible les déplacements, même si c'est de manière palliative, c'est le capital social grâce à l'engagement des habitants ainsi que les

systèmes de covoiturage et autres types de transports en commun gratuits ou à prix réduit mentionnés dans la section précédente.

Conclusion

Ainsi, si par le passé, l'éducation et l'accompagnement des enfants de la DDASS dépendait largement des familles nourricières, aujourd'hui, les bénévoles des associations locales occupent une place centrale en ce qui concerne la qualité de l'accompagnement économique et social des migrants et des réfugiés. La place importante accordée aux actions des associations locales au dépit de l'action de l'Etat peut s'inscrire dans un régime néolibéral dans lequel, comme le décrivait Bourdieu dans *La Misère du monde*, les "fonctions sociales", c'est-à-dire l'enseignement, la santé, le logement, la protection sociale et le droit du travail vis-à-vis des populations défavorisées, qu'il désigne comme étant la main "gauche de l'Etat", sont peu à peu délaissées par l'Etat lui-même au profit de sa "main droite" alors chargée de faire appliquer une "discipline économique" à grand coup de coupes budgétaires, d'incitations fiscales et de dérégulation économique (Wacquant 2012 2013). Pour remplacer la main gauche défaillante et, de ce fait, assurer la relative garantie des droits fondamentaux des êtres humains, des individus se retrouvent à devoir apprendre un vocabulaire et adopter des connaissances juridiques et administratives riches et complexes, traditionnellement utilisées par l'administration publique, ainsi qu'à développer des compétences pragmatiques particulières liées, par exemple, à l'installation matérielle des migrants, à l'enseignement du français, ou encore à l'intégration sociale (le baptême républicain). Pour cela, les bénévoles s'appuient sur leur expérience personnelle, notamment professionnelle, leur carnet d'adresse tant amical que professionnel, et, pour assurer les finances, comptent sur la vente de dons. En usant de leur expérience en tant qu'habitant du territoire avallonnais, les bénévoles assurent les fonctions sociales vis-à-vis du public migrant et, par la même occasion, tout en cherchant des solutions, mettent en lumière les problématiques qui concernent à la fois les migrants et les icaunais, notamment en ce qui concerne les transports et l'emploi. Ainsi, loin de confronter les habitants aux migrants, notre enquête nous a permis de comprendre que, malgré des expériences de vie différentes, parce que les habitants sont confrontés à certaines problématiques que connaissent les migrants (auxquelles s'ajoutent des obstacles liés à leur situation particulière), et que ces derniers, avec les associations, cherchent des solutions afin d'aménager le territoire en permettant une meilleure accessibilité, les migrants qui s'installent dans la région, c'est-à-dire qui n'y passent pas quelques mois avant de suivre des formations ailleurs ou de partir pour l'Angleterre, sont des habitants actifs du territoire.

Bibliographie

- BMESSOUS, F. & ROCHE, E. (2018). Accueillir, insérer, intégrer les migrants à la ville. *Espaces et sociétés*, 172-173, pp. 7-18.
- BERROIR, S., DELAGE, M., FLEURY, A., FOL, S., GUEROIS, M., MAULAT, J. & VALLEE, J. (2017). Mobilité au quotidien et ancrage local dans les espaces périurbains. In *Annales de géographie* (No. 1, pp. 31-55). Armand Colin.
- BORJA, S., RAMADIER, T., & COURTY, G. (2014). Trois mobilités en une seule ?
- BOURDIEU, P. (1971). Reproduction culturelle et reproduction sociale. *Social Science Information*, 10(2), pp. 45-79.

- BOURDIEU, P. (1993). *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- BUCOLO, E., & LHUILLIER, V. (2021). Magasins gratuits : vers la fondation d'un nouvel imaginaire économique. *RECMA*, 359(1), pp. 64-79.
- CADORET, A. (1989). L'accueil d'enfants de l'Assistance publique, dans le Morvan. *Ethnologie Française*, 19(4), pp. 341-349.
- CHALANDRE Martine, (2017) « Le musée des nourrices et des enfants de l'Assistance publique d'Alligny-en-Morvan », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 19, pp. 187-199.
- DEBARY, O., & GAB, P. (2010). Seconde main et deuxième vie. Objets, souvenirs et photographies. *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, (40-1), pp. 123-142.
- DECOSSE, F., (2019) De la dette au paternalisme : le bridage de la mobilité des saisonniers agricoles migrants «OFII». In Miri Mustapha; Mercier Delphine; Peraldi Michel. *Frontières en travail. Migrations, travail et fabrique des frontières dans le monde*, Karthala, pp. 97-111.
- GUERY, A. (2013). L'insoutenable ambiguïté du don. In *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68, n° 3, pp. 821-837
- KAUFMANN, Vincent, Manfred Bergman et Dominique Joye. (2004). « Motility : Mobility as Capital ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 28, n° 4 : pp. 745-756.
- LECLERC-OLIVE Michèle (1999), « L'armature narrative des biographies ». In: *Spirale. Revue de recherches en éducation*, n°24, Le récit de vie professionnelle. pp. 169-19
- MARTIN, É. (2020). « Reprendre son souffle dans un village cévenol. Ethno-géographie de l'accueil de personnes exilées en milieu rural ». *Revue européenne des migrations internationales*, 36-2, pp. 161-184..
- SABOURIN, E. (2008). « Marcel Mauss: da dádiva à questão da reciprocidade ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 23, pp. 131-138.
- STANGHERLIN, G. (2006). « L'approche biographique de l'engagement public dans la modernité avancée ». *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 37(37-1), pp. 143-158.
- STOCK, Mathis. « 6. Théorie de l'habiter. Questionnements », Thierry Paquot éd., *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoire et philosophie*. La Découverte, 2007, pp. 103-125.
- WACQUANT, L. (2012). « Três etapas para uma antropologia histórica do neoliberalismo realmente existente ». *Caderno CRH*, 25, 505-518.
- WACQUANT, L. (2013). « Foucault, Bourdieu et l'État pénal à l'ère néolibérale. » *Critiquer Foucault*, Bruxelles, Éditions Aden